

19. März 2013 00:00 Uhr

TRINATIONALE METROPOLREGION OBERRHEIN

TMO: Bevölkerung fremdelt noch

Zwei Jahre nach ihrer Gründung ist die Trinationale Metropolregion Oberrhein (TMO) noch auf der Suche, wie sie die Inhalte ihrer Arbeit an die Menschen vermitteln kann. Hilft ein neuer Name weiter?



Zweisprachigkeit verbessert die Mobilität. Foto: schröder

"Ich sage ehrlich, wir haben dafür noch kein Patentrezept", gab Clemens Nagel, Beauftragter der rheinland-pfälzischen Landesregierung und Sprecher für Fragen der Zivilgesellschaft der TMO, beim ersten Treffen der TMO-Sprecher in Colmar unumwunden zu. Überhaupt scheint noch viel Aufbauarbeit erforderlich zu sein.

Der Basler FDP-Großrat Helmut Hersberger kritisierte, dass die Koordination zwischen den einzelnen Bereichen – im Sprachgebrauch der TMO Säulen – noch verbesserungswürdig sei. Keiner der Anwesenden stellte in Abrede, dass die Identifikation der Bevölkerung mit dem trinationalen Konstrukt noch nicht allzu weit gediehen ist. Im Herbst soll ein Bürgerkongress einen griffigeren Namen für die TMO finden, kündigte Charles Buttner, Sprecher der Säule Politik an. Ist es das, was die Zusammenarbeit am Oberrhein braucht: Einen neuen Namen?

Konkreter fiel da schon die Ankündigung der Freiburger Regierungspräsidentin Bärbel Schäfer zum künftigen Interreg-Budget aus. Das hat der Europäische Rat in Brüssel für den Förderzeitraum 2014 bis 2020 um 2,3 Prozent angehoben. Damit stehen für die unmittelbare grenzüberschreitende Zusammenarbeit in Europa 6,6 Milliarden Euro bereit. Festgehalten wurden für den neuen Förderzeitraum am Oberrhein fünf Schwerpunkte von Forschung, technologische Entwicklung und Innovation bis Beschäftigung und Mobilität der Arbeitskräfte.

Bei ihren Arbeitszielen halten die Sprecher der vier Säulen Wirtschaft, Wissenschaft, Politik und Zivilgesellschaft im Wesentlichen an der bisherigen Arbeit fest. Die Säule Wissenschaft – ihr Sprecher ist der Freiburger Uni-Rektor Hans-Jochen Schiewer – will mehr Forschungspotential aus dem Ausland an den Oberrhein mit seinen fünf Universitäten und mehr als 10 000 Wissenschaftlern holen. Beim Thema Wirtschaft richtet sich das Augenmerk auf die Kooperationen bei der Energieeffizienz, den Tourismus, das Design sowie den grenzüberschreitenden Arbeitsmarkt. Ein systematischer Ausbau der Zweisprachigkeit solle die Arbeitsvermittlung über die Grenze erleichtern, kündigte Jean-Louis Hoerlé, Präsident der IHK Elsass und Sprecher der Säule Wirtschaft, an. Dabei seien die Schulen gefordert, die Handelskammern könnte durch zusätzliche Sprachqualifikation und Praktika im Nachbarland während der Ausbildung Einfluss nehmen. Angesichts des Fachkräftemangels in Südbaden und steigender Arbeitslosigkeit im Elsass öffnet Sprachkompetenz manche Tür.

Autor: Bärbel Nückles

Coopération Comment accroître les convergences dans le Rhin supérieur

Mis en ligne par CG68 DCO/ML le vendredi 15 mars 2013 06:34:00 @ 06 h 34 min dans L'essentiel, 11-Coopération internationale

Les représentants de la Région métropolitaine trinationale ont fait le point sur leurs ambitions, hier à Colmar. Pour la première fois depuis sa création, en décembre 2010, les hauts représentants des quatre « piliers » (politique, économie, sciences, société civile) de la Région métropolitaine trinationale (RMT) du Rhin supérieur se sont réunis hier, au siège du conseil général du Haut-Rhin, à Colmar, sous la présidence de Charles Buttner, lui-même porte-parole du pilier politique. Au programme : le bilan des actions passées et surtout le point sur la stratégie à mettre en oeuvre dans les années à venir, pour cette super-structure de coopération qui réunit l'Alsace, la Suisse du nord-ouest, le sud du Palatinat et une partie du Pays de Bade. C'est dans les domaines scientifique et économique que cette coopération semble, pour le moment, avoir le plus porté ses fruits. La RMT participe au financement de sept projets de recherches transfrontaliers. Elle a créé le réseau TRION, qui rassemble les acteurs de l'énergie et de la protection du climat et ambitionne de devenir « un pilote mondial », comme le souligne Jean-Louis Hoerle, président de la CCI Région Alsace. De mise en réseau, il est également question dans le secteur du design, entre les entreprises et les écoles. Dans le domaine touristique (hôtellerie-restauration), la RMT soutient un projet de promotion commune sur les marchés lointains. Dans l'industrie et le commerce, une enquête est en cours pour identifier les obstacles à une amélioration des flux au sein de la RMT.

La question du marché du travail et de la formation ramène toujours à celle du bilinguisme, avec, de la part des représentants de la RMT, le voeu que l'apprentissage de l'allemand en Alsace (et du français outre-Rhin) commence dès le plus jeune âge. Il en va du renouvellement des générations des travailleurs frontaliers. « Trop de forces vives ont été perdues », estime Charles Buttner. Le bilinguisme est aussi une base pour construire une identité commune. « Si la population n'est pas entraînée, les projets n'aboutiront pas », souligne Clemens Nagel, en charge de la coopération transfrontalière en Rhénanie-Palatinat et porte-parole du pilier société civile, qui reconnaît qu'il n'y a pas de « recette brevetée ». « L'identité ne se décrète pas, elle est le résultat d'expériences positives, renchérit Urs Wüthrich-Pelloli, conseiller d'État du canton de Bâle-Campagne et président de la Conférence du Rhin supérieur. Il s'agit de forger ensemble un avenir commun. » « Une petite Europe » Une manifestation sur ce thème sera organisée à Freiburg en juin, et un séminaire est prévu en septembre, pour définir les moyens qui permettraient de développer un même sentiment d'appartenance parmi la population. Une nouvelle réunion « interpiliers » devrait se tenir à Offenburg en décembre. « Nous formons une petite Europe, ce qui fonctionne ici pourrait fonctionner dans le reste de l'Union », remarque Hans-Jochen Schiewer, recteur de l'Université de Freiburg et porte-parole du pilier sciences. O. Br.

Région métropolitaine du rhin supérieur Construire une identité commune

Mis en ligne par CG68 DCO/ML le vendredi 15 mars 2013 07:03:00 @ 07 h 03 min dans L'essentiel, 11-Coopération internationale

Réunis hier à Colmar, les hauts représentants de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur ont décidé d'intensifier le dialogue avec les citoyens.

« Nous voulons intensifier le dialogue citoyen transfrontalier parce qu'on ne peut rien forger sans les gens. Nous n'avons pas encore de recette brevetée mais nous devons trouver la voie pour mobiliser la population, c'est une grande et belle tâche. » Cette citation de Clemens Nagel, porte-parole du pilier Société civile de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur (RMT), concentre à elle seule le bilan et les perspectives de cette instance fondée en 2010 afin de renforcer la coordination des forces vives de ce territoire dans quatre secteurs : scientifique, économique, politique et citoyen. Réunis hier à Colmar, les hauts représentants de ces quatre piliers ont convenu de poursuivre cette année leur action dans les domaines de l'énergie, du climat et de l'environnement, de l'aménagement du territoire, de l'harmonisation des transports publics, de la formation transfrontalière et des services de santé. Avec deux impératifs, légitimes : mieux coordonner les quatre piliers et renforcer la communication.

« L'identité ne se décrète pas, elle est le résultat d'expériences positives au cours du temps et de la possibilité de forger ensemble un avenir commun basé sur la compréhension mutuelle », lance à ce sujet le Bâlois Urs Wüthrich-Pelloli, président de la Conférence du Rhin supérieur et porte-parole du pilier Politique de la RMT. Ce sera un des axes de travail du séminaire prévu par la RMT en septembre prochain. Présidente du district de Fribourg-en-Brigau, Bärbel Schäfer a rappelé que rien ne pourrait se faire sans le fonds Interreg, financé par le Fonds européen de développement régional. Elle a précisé que le Parlement européen s'était entendu, pour Interreg V (2014-2020), sur une première proposition d'un budget de 6,6 milliards d'EUR (+2,3%) pour l'Interreg A, celui qui concerne la coopération directe. Le programme opérationnel de la région du Rhin supérieur sera présenté à la Commission européenne en novembre prochain pour une autorisation prévue en juin 2014. En attendant, il faudra donner corps à des objectifs qui paraissent abstraits aux yeux des citoyens. *franck buchy*